

Nous arrivons à ce qui commence.

Février : Des milliers d'étudiants et d'étudiantes déclenchent la grève générale illimitée.

Mars : Grande manifestation nationale, environ 300 000 grévistes défilent dans les rues de Montréal.

Avril : Dans les semaines qui suivent, les actions de blocage et les manifestations se multiplient.

Mai : L'entente de principe entre le gouvernement et les associations étudiantes est massivement rejetée. Le projet de loi 78 est adopté à l'Assemblée nationale. Le mouvement étudiant gagne alors un soutien massif de la population qui se mobilise contre cette loi en manifestant à chaque soir.

Juin & juillet : Les manifestations nocturnes se poursuivent. La CLASSE profite de l'été pour entamer une campagne d'assemblées populaires à travers le Québec, qui réunissent plusieurs centaines de personnes.

Août : Déclenchement des élections générales. Certaines associations étudiantes retournent en classe, d'autres poursuivent la grève. Les levées de cours se font sous haute surveillance policière.

Septembre : La plupart des associations étudiantes rentrent en classe. Le Parti Québécois forme un gouvernement minoritaire et promet l'annulation de la hausse des frais de scolarité et l'abrogation de la loi 12.

Nous devons désormais rester mobilisé-e-s afin de maintenir notre rapport de force sur le gouvernement. Notre lutte se situe au-delà de la hausse : elle concerne la qualité et l'accessibilité à l'éducation. Il s'agit aussi d'un combat contre l'endettement, que ce soit par la suspension des prêts et bourses ou le remboursement proportionnel au revenu. La victoire est à notre portée, ce n'est pas le temps d'abandonner!

Si le Parti Québécois a cédé si rapidement sur la hausse et sur la loi 12, c'est grâce à la force de notre mobilisation. S'il n'y avait pas eu de grève, jamais les étudiants et étudiantes n'auraient eu un poids politique aussi important.

